

LE JAPON SE DISPOSERAIT A INTERVENIR EN RUSSIE D'ASIE

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.662. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON.

Jeudi
28
FÉVRIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois 10 fr.; 6 mois 18 fr.; 1 an 35 fr.
Etranger... 3 mois 20 fr.; 6 mois 36 fr.; 1 an 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

LES MAITRES DE L'HEURE EN UKRAINE INDÉPENDANTE

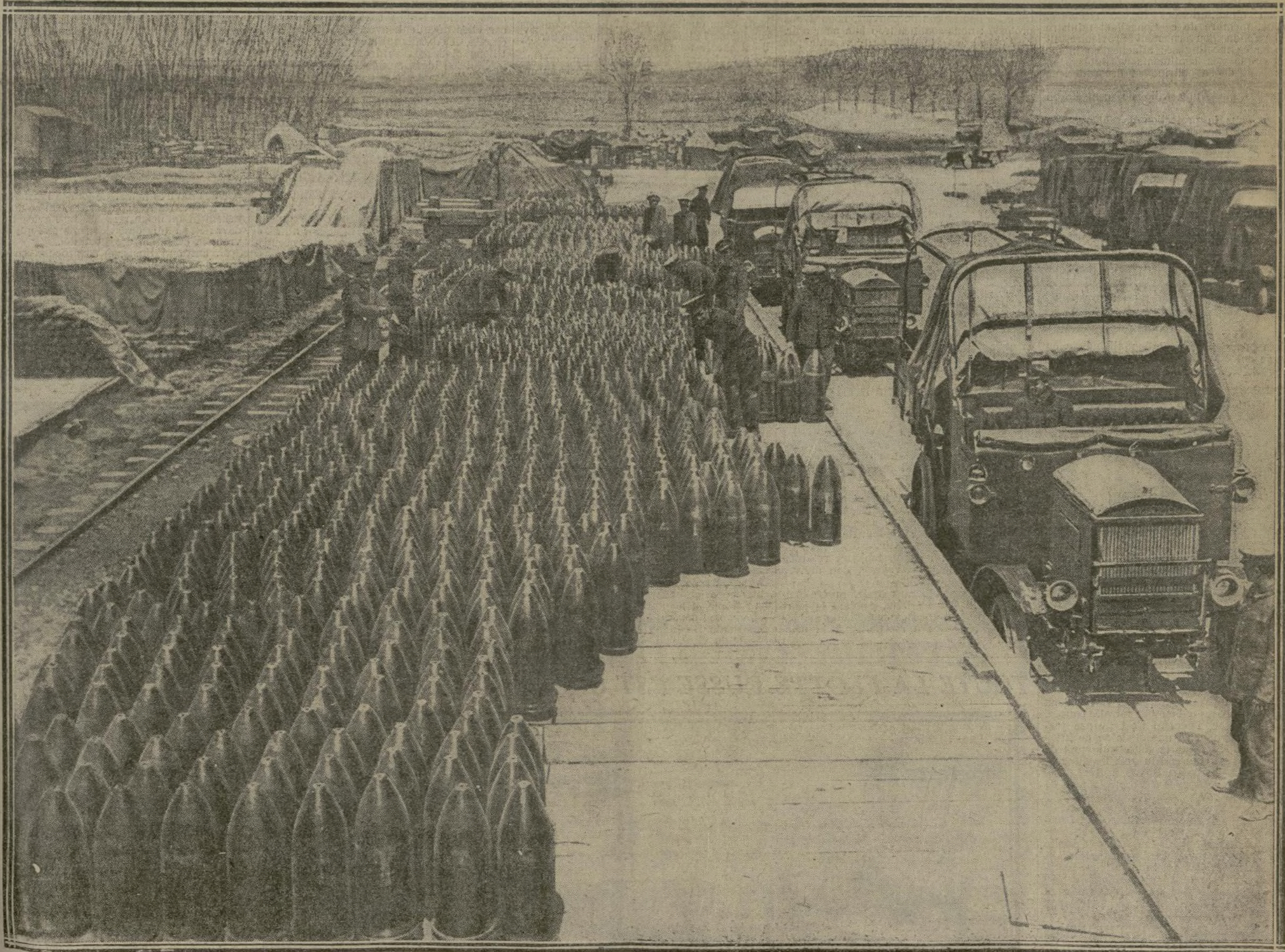


LE PROFESSEUR GRUSHEFOKI, PRÉSIDENT DE LA RADA UKRAINIENNE
L'Ukraine a désormais son histoire. Au seuil se tiennent deux personnages. Le premier que l'on voit sur notre photographie lisant un journal, visage de philosophe ou de patriarche, est le professeur Grushefoki, président de la Rada, surnommé « le Père de



LE GÉNÉRAL SURSULAR, COMMANDANT L'ARMÉE DE L'UKRAINE
l'Ukraine », et qui représente dans la nouvelle République tous les pouvoirs civils. Le second, le général Sursular, commande l'armée ukrainienne. Tartare d'origine et soumis à la loi du Prophète, il ne garde, sur le sommet du crâne, que la mèche rituelle.

ON ATTEND LA GRANDE OFFENSIVE SUR LE FRONT ANGLAIS



LES CANONS SONT PRÊTS ET LES MUNITIONS ARRIVENT SANS RELACHE POUR EN ASSURER LE TIR

L'offensive se prépare, formidable. La paix germano-russe va donner à l'ennemi des troupes et du matériel nouveaux. Autrichiens, Bulgares et Turcs se massent sur le front occidental et viennent à la rescousse des Allemands. Nos alliés anglais se préparent à

recevoir le choc. On voit sur notre photographie le mouvement incessant des camions venant chercher les obus dont les lignes pressées s'allongent sur le quai terminus d'un chemin de fer à voie étroite. — Section photographique de l'armée anglaise.

LES EFFORTS DE LA PROPAGANDE GERMANIQUE LES ALLEMANDS NE PEUVENT RIEN CONTRE LA CONSCIENCE DES BELGES

La création d'un mouvement populaire séparatiste entre Flamands et Wallons fut, pour nos ennemis, un échec complet. Ils tentent aujourd'hui d' "ukrainiser" la Belgique.

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)

LE HAVRE-SAINTE-ADRESSE, 27 février. — L'Allemagne peut sourire au gouvernement du Havre. Elle ne parviendra pas d'avantage à détacher la Belgique de l'Entente, qu'à séparer la Flandre de la Wallonie. Est-ce pour oublier cet échec qu'elle se tourne vers ce coin de terre française où les Belges sont en exil ? On ne sait, mais il est à la connaissance de tout le monde que nos ennemis ont échoué, en Belgique, dans toutes les manœuvres ayant pour but de reprendre le programme des Flamings et de l'exploiter pour leur compte avec une poignée d'activistes. En vain ils ont multiplié les mesures de séduction et de coercition. Ils n'ont rien pu contre le loyalisme des Flamands, contre la conscience des Belges.

La transformation de l'Université de Gand en Université pseudo flamande n'a abouti qu'à une faillite si complète, que l'autorité allemande a été obligée de l'enregistrer.

Les autres menées séparatistes, et notamment la division administrative de la Flandre et de la Wallonie, se sont heurtées aux mêmes obstacles constitués par le patriotisme de chacun, et nous ne reviendrons pas sur les protestations solennelles qui ont répondu aux tentatives de cet ordre.

Cependant rien ne décourage la propagande allemande, et ce qui le prouve, c'est le simulacre éhonté de consultation électorale succédant à l'organisation de la soi-disant Raad van Vlaanderen. Des enquêtes minutieuses ont démontré qu'en cette circonstance encore les Flamings, considérant la question flamande comme une question de politique intérieure, s'indignaient qu'elle pût un seul instant servir les plans de l'ennemi. Des chiffres sincères ont été publiés.

Le meeting du 20 janvier à l'Alhambra de Bruxelles, le premier d'une série, et organisé à la suite de la fallacieuse proclamation de l'indépendance de la Flandre, réunit 607 personnes, tous affidés de la propagande allemande, hormis quelques patriotes voulant voir les dessous de cette parade. Ce sont ces six cents individus qui ont, séance tenante, proclamé élus 22 députés au Conseil des Flandres et 52 conseillers provinciaux. Voilà comment ce Conseil des Flandres se soumit à la réélection dans un arrondissement qui compte près d'un million d'habitants et 200.000 électeurs. Borms, membre de ce Conseil et ministre du prétendu gouvernement provisoire, fit voir en ce meeting ses attaches en même temps que ses sentiments véritables, en arrachant de sa poitrine sa décoration de l'ordre de Léopold et en déclarant que Bruxelles était une ville de contrefaçon française.

C'est sous la protection des baïonnettes allemandes que les activistes ont proclamé l'autonomie politique de la Flandre et poursuivi des manœuvres qui n'ont trompé personne : le 1^{er} février, tous les parlementaires flamands et wallons présents en Belgique occupée adressèrent au chancelier de l'Empire une protestation collective. Le 3 février, à Anvers, la réaction populaire contre les activistes trouvait une occasion de s'exercer : la manifestation des activis-

tes fut brimée ; leurs drapeaux furent lacérés. Les troupes allemandes ne parvinrent que difficilement à rétablir l'ordre.

Mais l'acte de protestation le plus significatif fut accompli le 7 février, lorsque la Cour d'appel de Bruxelles, réunie en séance plénière, à l'unanimité des 46 conseillers présents, enjoignit au procureur général de poursuivre les auteurs responsables de l'organisation séparatiste. Le lendemain le parquet faisait arrêter les deux principaux chefs, Borms et Tack, ministres dans le gouvernement provisoire flamand institué par le fameux Conseil des Flandres.

L'autorité allemande, frappée de stupeur, fut obligée de dénoncer son jeu en les faisant remettre en liberté et en condamnant, par contre, à la déportation trois des présidents de la Cour d'appel de Bruxelles.

Venant d'abord de l'élite, la protestation gagna la rue, et l'ennemi se rendit compte, une fois de plus, qu'on ne saurait parler d'un mouvement populaire séparatiste en Belgique.

En persistant, malgré sa connaissance de la réalité, que veut l'Allemagne ? Quel est son but ? Obtenir de la Belgique une paix séparée, cela n'est pas douteux. A-t-elle quelque chance d'y parvenir ? La réponse ne peut être que négative en ce qui concerne le gouvernement du Havre. Ceux qui sont allés loyalement, héroïquement à la guerre ne peuvent aller à une paix digne d'eux que par le chemin le plus court : la ligne droite.

Les Allemands n'ont rien pu contre la conscience des Belges. C'est vrai, mais s'ils n'avaient pas besoin de cette conscience pour atteindre leur but ?

Cette question angoissante, nous l'avons posée autour de nous, et c'est tout d'abord l'optimisme de ceux qui ont lutté avec toute leur foi qui nous a répondu. Cependant, je ne suis pas venu chercher ici une affirmation officielle, mais une vérité. Et celle-ci, je l'ai obtenue, après un long exposé des faits, d'un des personnages qui ont le plus intelligemment travaillé pour annihiler les effets de la propagande allemande.

— Le danger, nous a-t-il déclaré, est dans une œuvre quotidienne qu'aucun échec ne décourage : nos ennemis sont en train d' "ukrainiser" la Belgique. Ils ont sous la main ce Raad van Vlaanderen, qui a proclamé l'indépendance des contrées flamandes. Contre cette usurpation de pouvoir, nous avons protesté : nous sommes trop loin pour agir. Le Conseil des Flandres ne représente pas le sentiment populaire, mais nous avons vu, du côté russe, ce que peuvent faire, avec l'appui de l'ennemi, des organismes éphémères sans mandat et sans autorité.

— Les Allemands proposent, une fois encore, une paix séparée à un pseudo-gouvernement, et ils renouvelleront leur tactique de paix générale. Du refus qui leur sera opposé, ils tireront argument pour dire aux peuples que ceux qui assument le soin de les guider ne désirent pas sincèrement la paix. Il y a là une menace, et c'est pourquoi nous ne fournirons jamais assez d'arguments sincères, d'éléments sérieux de réflexion, à ceux qui, plus que jamais, se battent pour leur liberté.

Roger VALBELLE.

LES ARMÉES DES EMPIRES CENTRAUX SONT MAITRESSES DE L'ESTHONIE ET SONT PARVENUES A 100 KILOMETRES DE KIEV

Les progrès de l'invasion allemande en Russie ont été moins marqués au cours de la journée d'hier, sans doute parce qu'il a



LE PRINCE FRÉDÉRIC-CHRISTIAN DE SAXE

fallu laisser le temps aux colonnes de rejoindre leurs avant-gardes et d'achever la conquête des territoires.

C'est ainsi qu'entre Dorpat et Reval, deux régiments russes ont eu leur retraite coupée. En Ukraine, l'ennemi s'est avancé jusqu'à Korostychev, à une centaine de kilomètres de Kiev, sur la route qui vient de Jitomir, et plus au sud jusqu'à Berdichev, sur la voie ferrée de Rovno à Kiev. Une tentative de résistance a été brisée près de Korostychev ; un seul bataillon russe y prenait part.

Au sud de Dubno, Kremenetz, à la frontière de Galicie, a été atteint.

Les résultats acquis à l'heure actuelle sont l'occupation de l'Esthonie entière et l'établissement de communications assurées avec l'Ukraine indépendante. Mais rien ne prouve encore que l'état-major prussien soit disposé à s'en tenir là. Jean VILLARS.

LE PRINCE FRÉDÉRIC-CHRISTIAN DE SAXE ROI DE LITHUANIE

LONDRES, 27 février. — D'après les informations venues d'Amsterdam, les journaux allemands confirment la nouvelle que des négociations sont en cours en vue de nommer le prince Frédéric-Christian de Saxe roi de Lithuanie, et ils déclarent que

la cour de Saxe s'est prononcée en faveur de l'acceptation de ce trône, ce qui est à peu près décidé. (Radio.)

On va encore négocier à Brest-Litovsk

COPENHAGUE, 27 février. — On mande de Berlin que von Bussche, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a déclaré au Reichstag que la délégation austro-allemande est arrivée à Brest-Litovsk et que les négociations seront reprises dans quelques jours. — (Radio.)

BALE, 27 février. — On mande de Brest-Litovsk, 26 février, via Vienne, 27 février : « La délégation turque, sous la conduite de Hakki pacha, ambassadeur de Turquie à Berlin, est arrivée ce matin. »

« La délégation russe, toujours retardée par les difficultés du voyage, doit arriver seulement demain soir. »

« Les délégations allemande, austro-hongroise et turque ont tenu, pendant la journée, plusieurs séances pour délibérer sur les projets de traités à soumettre à la délégation russe. »

LE JAPON EST PRÊT à intervenir en Russie asiatique

L'action de notre allié envisagée au point de vue japonais et au point de vue international.

L'avance rapide des Allemands à travers la Russie désarmée, leur ambition clairement avouée de coloniser, ce qui fut l'Empire russe élargissent singulièrement le champ de la guerre. On peut dire, en effet, que pour la première fois, depuis la prise de Tsing Tao, le Japon se trouve attiré dans le conflit et que ses intérêts essentiels sont mis directement en jeu.

Le Japon s'alarme, à bon droit, de voir l'emprise allemande s'étendre avec rapidité sur les pays slaves tombés en pleine anarchie et, par la force des choses, menacer les communications avec l'Extrême-Orient. En Sibérie, le maintien de l'ordre et de l'indépendance importe au plus haut point aux Japonais. Les droits spéciaux que les traités



LE VICOMTE MOTONO

leur ont donnés sur les chemins de fer de Mandchourie leur créent l'obligation de surveiller la liberté du Transsibérien.

L'absence en Russie d'un gouvernement digne de ce nom et capable de se faire respecter contre l'invasion et l'influence étrangères doit, en effet, entraîner le Japon à défendre lui-même les intérêts qui portaient à la fois sa signature et celle du tsar. Déjà il a été amené à prendre des mesures de précaution à Vladivostok. En donnant à son ambassadeur l'ordre de quitter Petrograd, le gouvernement mikadoal a voulu très probablement indiquer qu'il ne comptait plus sur la possibilité de relations normales avec le pouvoir maximaliste et qu'il devrait dorénavant se inspirer que de lui-même pour protéger ses intérêts.

Il semble donc bien que le Japon se prépare à intervenir dans la Russie asiatique. Mais dans quelle mesure ? Et dans quelles conditions ? Si, à Tokio, on a un plan arrêté, il est encore tenu secret.

En tout cas, il n'est pas douteux que du côté des Alliés une action japonaise rencontrerait une adhésion générale. C'est aux Etats-Unis seulement que l'on forme certaines objections de principe et de fait. Ces objections pourraient, croyons-nous, être résolues sans peine, et il n'est pas téméraire de supposer que les chancelleries de l'Entente échangeraient leurs vues à ce sujet d'accord avec le maréchal Terantchi, président du Conseil japonais.

La meilleure solution consisterait certainement à donner au Japon le mandat d'intervenir au nom de l'Entente en Russie d'Asie et même en Russie d'Europe pour barrer la route aux envahissements de l'Allemagne et dresser une résistance contre l'exploitation par les Allemands de toutes les richesses naturelles que l'ancien empire des tsars possède sur son sol et dans son sous-sol.

Il est encore temps de tenir les régions minières de l'Oural et le bassin du Donetz à l'abri de la mainmise allemande. Ce serait pour les Japonais une besogne relativement facile.

En tout cas, leur intérêt à leur conseil, et la politique japonaise, il faut s'en souvenir, est toujours dirigée par la considération des grands intérêts nationaux. — J. B.

Déclarations du vicomte Motono

TOKIO, 27 février. — Répondant à une interpellation à la Chambre des députés, le vicomte Motono dit qu'on peut trouver des divergences dans les versions données sur les négociations de paix russo-allemandes.

L'orateur a ajouté : « Si la paix est réellement conclue, il va de soi que le Japon prendra des mesures de la nature la plus décidée et la plus adéquate en vue de faire face à la situation. Le départ du vicomte Uchida de Petrograd est dû à la situation instable et dangereuse qui régnait. Ce départ ne signifie pas la rupture. »

Au sujet de la question de la paix séparée de la part de la Russie, l'accord le plus complet existe avec la Grande-Bretagne, l'Amérique et les autres alliés.

Le consul général à Moscou est chargé de représenter le Japon à Petrograd après le départ du vicomte Uchida. (Havas.)

LE CARÈME PATRIOTIQUE

Comment le pratiquent les soldats de l'Armée du Salut.

En ce temps de restrictions, chaque jour plus sensibles ; en ce temps où les austérités de l'Eglise elles-mêmes fléchissent devant les difficultés de la vie, il existe des convaincus qui ne jugent pas encore suffisantes les épreuves nécessaires et s'indignent, dans un but humanitaire ou patriotique, des privations supplémentaires.

Ces convaincus, ces avides de sacrifice, ce sont les soldats de l'Armée du Salut, qui pratiquent actuellement, à Londres, la Semaine d'abnégation, et bientôt la pratiqueront également à Paris. J'ai voulu savoir en quoi consistait exactement cette « Semaine d'abnégation » et je me suis renseigné auprès du « colonel » Peyron, commandeur territorial de l'Armée du Salut en France.

Le colonel, malgré son uniforme peut-être un peu « avant-guerre », avec ses soutaches noires sur la redingote bleu marine, au col écussonné de rouge, le colonel de cette armée essentiellement humanitaire est un homme charmant et un Français pur sang, dont les trois fils sont actuellement au front. Il me parle avec cette douceur et cette aménité souriantes spéciales aux membres de ce corps.

— La « Semaine d'abnégation » ou *Self Denial Week*, me dit-il, n'est pas une nouveauté de la guerre ; mais, comme toutes les institutions de notre vaste organisation, nous l'appliquons à la guerre.

« C'est ce grand philosophe qu'était le maréchal Booth qui inventa, si j'ose me servir de ce terme, ce procédé de contribution volontaire destinée, non seulement à produire de l'argent, mais encore à exalter parmi nos frères l'esprit de charité. »

« Voulez-vous vous rendre compte de la mentalité de ceux qui contribuent à cet effort ? Il vous suffira pour cela de parcourir quelques-unes des lettres qui accompagnent les envois que nous recevons. »

Et, puisant dans un volumineux dossier, le « colonel » prit au hasard quelques épitres écrites en anglais.

Je gagne en ce moment, dit l'une de ces lettres, des journées très fortes dans une usine de munitions. Mon salaire étant supérieur à celui que j'obtiens avant la guerre pour le même travail, je ne veux pas en garder un penny pendant la semaine et je vous envoie ci-joint cette somme.

Une autre déclare : « J'avais conservé la mauvaise habitude de me mettre de la poudre de riz et d'user de parfums coûteux. Je supprime cette dépense et vous envoie le montant des économies que j'ai réalisées de ce chef. »

Je pourrais citer cent lettres de ce genre, dont quelques-unes sont fort amusantes, car elles dévoilent, avec une naïveté touchante, des détails intimes ; mais les échantillons ci-dessus suffisent à expliquer le mécanisme ingénieux destiné à récolter les fonds nécessaires aux œuvres de guerre.

Ce fut ainsi que, l'année dernière, les salutsistes ont recueilli la coquette somme de 2 millions 300.000 francs.

Que fait de tout cet argent le comité de l'Armée du Salut ? Un excellent emploi, si j'en crois les certificats que m'a montrés le « colonel » et qui émanent du maréchal French, de M. Lloyd George, et même du ministre de la Guerre français. Celui-ci écrit au général de l'Armée du Salut :

« Je suis heureux de voir votre œuvre prendre sur notre front la place qu'elle occupe déjà dans les armées de nos alliés. »

De quelle façon l'Armée du Salut occupe-t-elle cette place ?

Par la création de Foyers du soldat rivaux de ceux fondés par l'Y.M.C.A., dont nous avons déjà eu l'occasion de parler ici.

Par mille procédés destinés à maintenir le moral du soldat, tout en s'abstenant de toute propagande religieuse.

Elle répand sur le front ses livres ; livres d'étude, romans, livres de saine propagande, etc.

Enfin, à l'arrière, chose qui n'est pas à dédaigner, elle s'occupe également de la moralité des femmes.

J'en ai assez dit pour montrer que si les carêmes patriotiques produisent des millions, ces millions-là, psychologiquement obtenus, sont noblement dépensés pour le bien-être des combattants. — J. CHANCEL.

Trois avions allemands abattus par nos pilotes

(OFFICIEL). — Dans la journée du 26 février, trois avions allemands ont été abattus par nos pilotes.

Nos escadrilles de bombardement ont lancé 4.500 kilos d'explosifs ; notamment sur les gares de Metz-Sablons et de Warmeriville.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE Rue du Rivoli, 63, PARIS PIGIER

Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

LA CHAMBRE VOTE la convention franco-brésilienne

A cette occasion, M. F. Bouisson expose son programme de réorganisation de notre flotte marchande.

La Chambre a voté hier le projet relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, qui englobait l'approbation de la convention franco-brésilienne.

Négociée par M. de Monzie, cette convention vise l'achat de 220.000 tonnes de navires allemands internés au Brésil, l'acquisition d'une centaine de millions de denrées diverses, de deux millions de sacs de café et, enfin, la reprise des paiements, en espèces, des coupons brésiliens. Un fait avait, à son sujet, soulevé de vives critiques dans les milieux parlementaires : le versement d'une commission de 5 0/0 — plus de cinq millions en l'espèce — à un intermédiaire.

M. Gauthier, commissaire du gouvernement, qui est intervenu dans la discussion après MM. Guernier, Amédée Peyroux, de Monzie et Ernest Lafont, a indiqué les conditions dans lesquelles cette rémunération forfaitaire a été consentie.

— Il est bien difficile, a-t-il exposé, d'acheter au Brésil du café sans s'adresser à un intermédiaire. Nous avons choisi un homme qui s'était manifesté comme un des amis les plus obers et les plus fervents de notre pays. M. Lage est un Brésilien qui a des origines françaises et possède à Rio le plus important chantier d'armement. Il a toute la confiance de ses clients anglais et français. Il était donc naturel que nous nous soyons adressés à lui. Les bateaux allemands internés au Brésil étaient répandus dans tous les ports ; il fallait constituer une base de réunion. Cette base ne pouvait être que les chantiers de M. Lage, qui connaissait l'état de ces bateaux et était tout désigné pour effectuer les réparations délicates nécessaires. M. Lage a donc établi cette base de réunion et a consenti des avances pour le charbon et les équipages ; il s'est chargé de l'engagement de ces équipages. Et pour rémunération de ses réels services, il a été convenu qu'il recevrait une rémunération forfaitaire de 5 0/0.

M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, intervint pour faire observer que, n'ayant pas négocié la convention, le gouvernement actuel avait toute liberté pour l'approuver.

— Il en est arrivé à cette certitude, dit-il, qu'il lui est impossible de ne pas demander à la Chambre la ratification de l'accord conclu avec le Brésil.

Après avoir repoussé, par 371 voix contre 111, une réduction de 6 millions — représentant la commission allouée — réclamée par les socialistes, la Chambre adopta les articles du projet.

En dernier lieu M. Fernand Bouisson, commissaire à la Marine marchande, vint exposer les grandes lignes de son programme, à la base duquel se trouve la réquisition des navires de commerce.

Cette réquisition pourra avoir lieu à l'amiable, a-t-il indiqué, si les armateurs acceptent un contrat dans ces conditions : on leur versera un intérêt de 6 0/0 du capital, un amortissement de 5 à 30 0/0 et on leur donnera 15 francs par tonne de jauge brute et par an pour frais généraux.

Les armateurs géreront eux-mêmes leur flotte ; ils recevront pour cela 0 fr. 15 cent. par tonne et par mois et une prime à la rotation.

Des primes seront allouées aux équipages pour activer l'embarquement et le débarquement des marchandises.

Les assurances seront à la charge de l'Etat, qui remplacera les navires perdus par des navires neufs. Ce jour-là l'armateur devra tout de même rembourser les frais d'amortissement qu'il aura reçus. Le navire neuf devra être remis dans les trois ans qui suivront la cessation des hostilités.

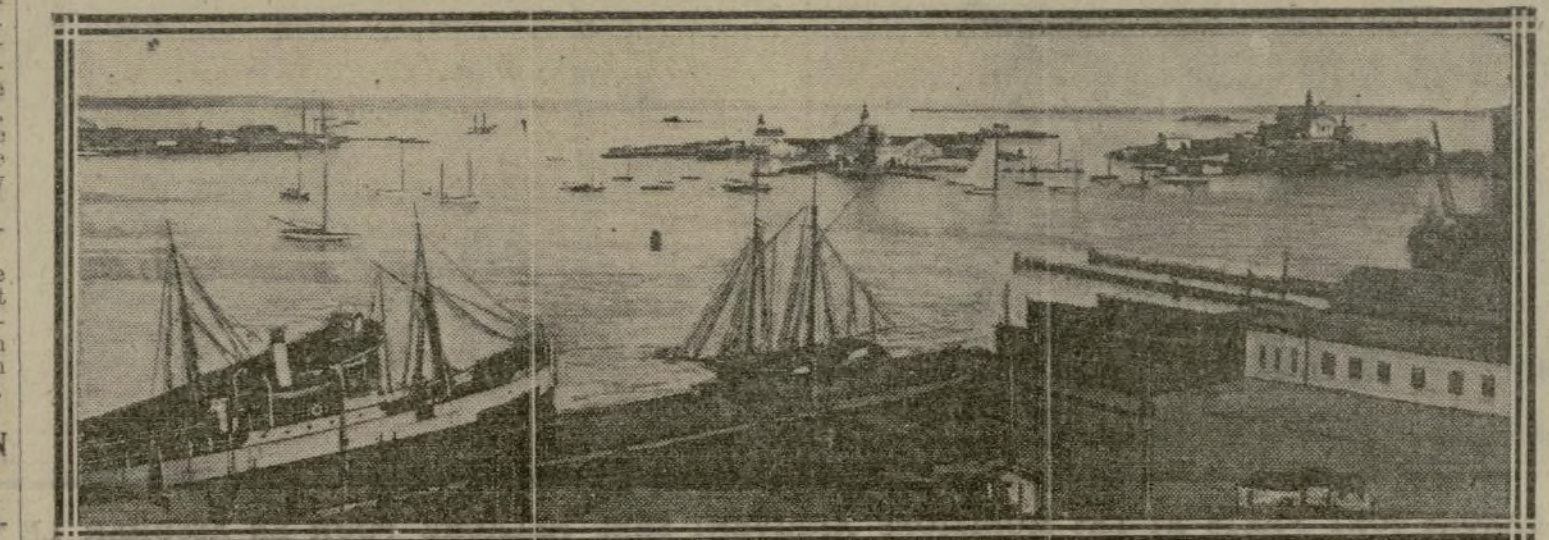
M. Fernand Bouisson se propose, en outre, de constituer pour nos colonies une flotte qui sera la propriété de l'Etat et exploitée en régie par des armateurs. En dehors de cette flotte des colonies, les armateurs auront le droit d'exploiter les transports maritimes à condition qu'ils ne réclament ni primes ni avances.

— Quant aux armateurs qui se refuseront à être nos collaborateurs, dit le commissaire du gouvernement, je réquisitionnerai leurs navires et je les ferai exploiter par ceux qui m'auront donné leur collaboration. Nous voulons avoir la



M. BOUISSON

TOUTE LA FLOTTE RUSSE EST GROUPEE A HELSINGFORS



VUE GÉNÉRALE DE LA RADE D'HELSINGFORS OU EST BLOQUEE LA FLOTTE RUSSE

BERNE, 27 février. — Une information de Stockholm annonce qu'à la suite de la prise de Reval par les Allemands on annonce d'Helsingfors, à la date du 26 février, que la flotte russe de la Baltique se trouve groupée dans la rade de la capitale finlandaise.

LES CONTE D'EXCELSIOR

VOLEUR DE PARAPLUIES

PAR R. DE DRÉE

J'avais toujours conservé des relations avec mon ancien professeur à Condorcet, M. Lainé, dont l'enseignement plein d'aperçus originaux, agrémenté d'une pointe d'humour, empreint surtout d'une souriante philosophie, m'avait laissé un ineffaçable souvenir. Cet excellent homme m'avait appris que toute chose a son bon côté, que tout est humain, quelque ignare et disgracié qu'il soit, peut être intéressant et même instructif à tel point de vue spécial, que tout s'arrange ici-bas et que la vie est bonne puisqu'on y tient.

Présumant qu'il allait le prendre à son domicile et l'accompagner dans la promenade qu'il avait coutume de faire après son déjeuner.

Or, un jour, comme nous allions monter dans l'autobus à destination de la Muette, M. Lainé me prit brusquement par le bras.

— Pas celui-là, je vous en prie.

Je le regardais étonné. Il ajouta :

— Il y a dedans un monsieur que je veux éviter.

Je n'avais jamais vu ainsi troublé ce homme à l'humour inaltérablement sethemme. Il resta sans me parler jusqu'au moment où l'autobus eut disparu, puis me demanda :

— Vous êtes honnête, n'est-ce pas ?

— Oui, relativement... comme tout le monde.

— Non, non, on n'est pas relativement honnête. On est honnête absolument ou on ne l'est pas du tout. Moi, j'ai la prétention, et vous aussi, malgré votre restriction, d'être honnête. Eh bien, dans cet autobus, il y a un monsieur qui sait ou qui, du moins, est sûr que je ne le suis pas.

« Vous vous souvenez peut-être que, il y a quelques années, j'allais une fois par semaine faire un cours dans une institution libre de Rouen. Dans un de ces voyages hebdomadaires, j'eus comme compagnon de route le monsieur de l'autobus. Nous échangeâmes les quelques phrases banales d'usage en pareil cas. La pluie s'étant mise à tomber, je le félicitai, reprenez bien ceci, d'avoir été plus précautionneux que moi et de s'être muni de son parapluie.

« A l'arrivée à Rouen, je saluai mon voisin et, pendant qu'il prenait une valise qu'il avait mise dans le filet, je m'emparai de son parapluie et, pressé par l'heure de mon cours, je me hâtai vers la sortie. Au moment où je venais de remettre mon billet à l'employé, je m'entendis héler :

— Monsieur, monsieur, vous avez pris mon parapluie.

« Instantanément je m'aperçus de mon erreur et de la difficulté de l'expliquer. Tout confus, je ne pus que balbutier :

« Excusez-moi... mille fois pardon... distraction inconcevable ! »

« Le bonhomme m'interrompit : « Oh, ça va bien. Le principal est que je vous aie rattrapé. » Et il me tourna le dos.

« L'accomplissement de mon devoir professionnel me fit rapidement oublier ce malencontreux incident. Il ne me revint à la mémoire que, lorsqu'à la sortie de mon institution, je trouvais une pluie diluvienne, et fus obligé de faire immédiatement l'emplette d'un parapluie.

« Je regagnai la station et, comme j'étais en avance, j'entrai dans le bureau du sous-chef de gare, qui était de mes amis. Après quelques minutes de conversation j'allais prendre congé de lui pour me diriger vers mon train, quand il me rappela que, le mois précédent, je lui avais laissé en garde mon parapluie, devenu inutile à mon arrivée, le temps s'étant remis au beau pendant le trajet de Paris à Rouen.

« Je partis donc avec mes deux parapluies et arrivai de même. Pendant que je traversais la cour de Rome, à la gare Saint-Lazare, une voiture me frôla presque, en passant, et le voyageur qui l'occupait mit la tête à la portière et me cria :

— Hé, hé ! Deux parapluies ! La journée a été bonne !

« C'était mon individu du train.

« Mon premier mouvement fut de m'élaner après la voiture, de rejoindre mon homme pour lui expliquer sa méprise. Mais tout de suite je compris l'inanité de tout ce que je pourrais lui raconter. Toute justification était impossible. Le fait était là, évident, crevant les yeux. Je pourrais inventer n'importe quoi, invoquer toutes les références, je n'en serais pas moins à ses yeux un voleur professionnel ou tout au moins un dangereux kleptomane.

« Eh bien, mon cher, continua-t-il, vous me croirez si vous voulez, je ne peux penser à cette histoire sans chercher la trappe par laquelle j'eusse voulu disparaître. Et je ne risque pas de l'oublier, car il ne se passe pas trois mois sans que je rencontre mon voleur dans les endroits les plus divers, et chaque fois son regard méprisant et son sourire ironique semblent me dire :

« — Va, mon bonhomme, je te reconçois bien. Je sais qui tu es et ce que tu fais.

« Ecoutez, mon ami, cet homme fait le malheur de mon existence. Vous savez que je suis un être inoffensif, s'il en est un. Et cependant je ne sais pas si, au cas où il serait en mon pouvoir de le supprimer, comme un simple mandarin, en appuyant sur un bouton électrique, je ne ferais pas le geste fatal qui l'envairait dans l'autre monde. Et c'est ainsi que, pour ne pas passer pour un voleur, je deviendrais un assassin. »

Cette conclusion me parut en opposition avec son enseignement.

R. DE DRÉE.

EVIAN Goutteux **CACHAT** Rhumatisants Eau de Régime par excellence

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

LE CHANCELIER DÉFEND M. PAYER AU REICHSTAG

Comme lui, il fait appel à la concorde de tous les partis.

BALE, 27 février. — On annonce de Berlin que le Reichstag a continué hier la discussion, en première lecture, du budget.

M. de Roderer, le secrétaire d'Etat aux Finances, a annoncé qu'après Pâques de nouveaux impôts seraient établis.

Ensuite le débat reprit sur la politique générale.

Après une intervention du député Trimborn, M. Scheidemann est monté à la tribune.

Au nom des socialistes majoritaires, il a adhéré aux déclarations du chancelier et du vice-chancelier, tout en faisant quelques réserves au sujet de la politique du gouvernement vis-à-vis de la Russie.

Traitant la question des troubles ouvriers, M. Scheidemann a protesté contre le reproche de trahison qu'on adresse aux grévistes. Pour lui, la dernière grève fut une démonstration pour la paix, la liberté et le pain.

Si elle s'est prolongée, c'est la faute du gouvernement, des autorités et des méthodes suivies par elles. M. Scheidemann regrette que le chancelier n'ait pas osé montrer qu'il n'entendait pas pratiquer une politique de coups de fouet.

En quelques mots, le secrétaire d'Etat Waltraf a répondu à l'orateur socialiste et s'est efforcé de justifier l'attitude du gouvernement lors des troubles. La grève, d'après lui, a été préparée par les socialistes et propagée par eux.

Au cours d'une courte intervention, M. Heidebrand, leader des conservateurs, s'est livré à une attaque à fond contre von Payer, dont la droite d'ailleurs avait coupé le discours d'interruptions violentes. L'intervention de von Payer est, pour M. Heidebrand, un triste début.

Le chancelier a cru devoir prendre lui-même la défense de von Payer. Il a dit que l'on n'avait pas bien compris ses paroles.

Il a terminé par un appel à la concorde de tous les partis pour reconstituer en une heure décisive un fond intérieur plus solide que jamais.

Un navire-hôpital torpillé

Les survivants ont été recueillis par un destroyer américain

LONDRES, 27 février. — D'après un communiqué de l'Amirauté, le bateau-hôpital *Glenart Castle*, construit en 1900, et jaugeant 6.824 tonnes, a été coulé dans le canal de Bristol, le 26 courant, à 4 heures du matin.

Le bateau sortait du port et se dirigeait vers le large, tous feux allumés.

Il n'y avait pas de blessés à bord. Les survivants ont été ramenés à terre par un torpilleur destroyer américain. Huit canots n'ont pas encore atterri.

On attend de nouveaux détails. (Radio.)

Les aviateurs autrichiens s'acharnent sur Venise

ROME, 27 février. — (Officiel). — Pendant la nuit, nos escadrons ont bombardé avec une efficacité constatée les voies ferrées de Bolzano et de Pergine.

De nombreux appareils ennemis ont exécuté des incursions sur la plaine et ont lancé des bombes sur les localités habitées entre Trévise et Venise.

Ils se sont particulièrement acharnés sur cette dernière ville.

L'ennemi prépare-t-il une nouvelle offensive sur le front italien ?

ROME, 27 février. — On télégraphie de Berne que le maréchal autrichien Conrad von Hotzendorff a assisté à une conférence au grand quartier général allemand et qu'il a été chargé d'une importante mission sur le front italien. — (Radio.)

Lazzari condamné

ROME, 28 février. — Lazzari est condamné à deux ans et onze mois de prison. Bombacci à deux ans et quatre mois. (Information.)

(Rappelons que Lazzari, secrétaire général du parti socialiste italien et Bombacci, secrétaire adjoint, avaient été accusés de propagande délégalisée, « pouvant diminuer la résistance du pays ».)

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Deux forts coups de main ennemis au nord du Chemin des Dames n'ont pas obtenu de résultat.

En Champagne, après un violent bombardement, l'ennemi a tenté d'aborder nos lignes en deux points sur nos nouvelles positions au sud-ouest de la Butte du Mesnil. Nos feux ont arrêté les assaillants.

Canonnade intermittente, mais assez vive, dans les bois de Cheppy et d'Avocourt.

Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — Actions d'artillerie parfois violentes dans la région de la Butte du Mesnil et sur la rive gauche de la Meuse.

Rien à signaler sur le reste du front.

Front britannique

13 HEURES. — Pendant la nuit, des raids ennemis ont été repoussés au nord-ouest de Saint-Quentin, vers Bullecourt et à l'est de Vermelles.

L'artillerie s'est montrée active de part et d'autre, de bonne heure, ce matin, au nord-est et à l'est d'Ypres.

22 HEURES. — Les Canadiens ont exécuté avec succès, à Lens, la nuit dernière, un coup de main qui leur a permis d'infliger des pertes à l'ennemi sans en subir eux-mêmes.

Quelque activité de l'artillerie allemande aujourd'hui, au sud de Cambrai, au sud de la Scarpe, vers La Bassée et Armentières et à l'est d'Ypres.

LE GOUVERNEMENT RUSSE IRA SIÉGER A MOSCOU

Un mouvement assez important en faveur de la résistance paraît se dessiner, si l'on en croit les dépêches de source maximaliste.

PETROGRAD, 26 février. — Le gouvernement transmet la communication suivante :

« Les délégations de paix sont en route pour Brest-Litovsk. Nous attendons des nouvelles à tout moment sur leur arrivée au lieu désigné pour les négociations de paix. Mais il n'y a pas d'armistice ; le gouvernement allemand a formellement refusé toute suspension d'armes.

« Nous avons déjà déclaré que nous étions prêts à signer une paix qui consacre l'usurpation, mais nous voyons maintenant que les impérialistes allemands ne désirent pas la paix et qu'ils veulent d'abord étrangler la révolution des ouvriers et des paysans.

« La résistance aux hordes germaniques devient désormais la tâche principale de la révolution. L'occupation de Pskov, de Reval et même de Petrograd ne peut pas décider des destinées de la révolution.

« Le gouvernement se retirera à Moscou ou dans toute autre ville russe, et il tâchera de parer la nouvelle catastrophe dont nous menaçent les Allemands.

« Les premiers symptômes de panique sont passés et des centaines de mille de défenseurs s'entendent pour défendre la patrie socialiste. — (Radio.)

La résistance russe

LONDRES, 27 février. — On mande de Petrograd que les nouvelles arrivées mardi sont contradictoires. L'Institut Smolny déclare à midi que Pskov avait été reprise et se trouvait entre les mains des Russes.

De Louga, qui ne semble pas avoir été encore occupée, vient l'information que les Allemands opérant dans la région de Pskov avaient demandé s'ils devaient poursuivre leur avance, afin de forcer les Russes à accepter les conditions de paix. Le chef d'état-major Hoffmann répondit affirmativement.

L'avance allemande s'opère dans deux directions convergentes vers Petrograd dans le but de couper la capitale des régions du sud et de Moscou. L'ennemi consolide ses positions dans la région de Barisov et avance sur Osrha. Le pont du chemin de fer sur la Bérésina a été détruit.

Un discours de M. Balfour aux Communes

LONDRES, 27 février. — Répondant à la Chambre des Communes aux critiques de son récent discours, M. Balfour ne pense pas avoir mal interprété les paroles du comte Czernin, qui s'était concerté avec le comte Hertling et n'avait pas la moindre intention de tenir un langage différent de celui du comte Hertling.

M. Balfour répète ses déclarations antérieures d'après lesquelles la diplomatie est en dehors de la question au sujet des négociations entre les belligérés, car il n'y a actuellement aucun symptôme d'un accord virtuel qui puisse rendre fécondes des conversations diplomatiques.

« Nous nous tromperions nous-mêmes, dit M. Balfour, si nous prenions à la lettre le dernier discours de Hertling.

« Sans doute, beaucoup d'autres questions seront à discuter à la conférence de la paix, mais celle-ci peut être considérée comme la pierre de touche des bonnes dispositions et de la sincérité des diplomates ennemis et plus spécialement de l'Allemagne.

« Nous savons ce que Hertling veut dire quand il parle de la liberté commerciale et de la sécurité des frontières allemandes. Ce sont toujours les excuses invoquées par l'Allemagne pour imposer à un voisin plus faible qu'elle des entraves commerciales ou pour lui prendre un peu de territoire.

« Passant ensuite en revue les principes invoqués par M. Wilson, M. Balfour poursuit :

« Le premier principe que le règlement doit être basé sur la justice. Or, que dit Hertling concernant l'Alsace-Lorraine ? Il proclame que cette question se pose si peu que l'Allemagne refuse même de l'examiner à la conférence de la paix.

« Le second principe de M. Wilson dit que les peuples et les provinces ne doivent pas être transférés de souveraineté à souveraineté, et nous voyons Hertling l'interpréter en Russie, en joignant à l'Ukraine un territoire indiscutablement polonais. »

La tentative de prendre Vitebsk s'est heurtée à une résistance opiniâtre de la part des Russes, et les Allemands ont été contraints de rebrousser chemin. On rapporte aussi que les Russes ont pu emmener les réserves accumulées à Osrha et dans les localités avoisinantes.

Les Allemands veulent aller à Moscou

WASHINGTON, 27 février. — Le département des Affaires étrangères a fait savoir que, d'après les informations parvenues de Russie, l'impression dominante à Moscou est que les Allemands concentrent leurs efforts pour atteindre cette ville. (Radio.)

Le Japon et l'avance allemande

LONDRES, 27 février. — L'agence Reuter apprend que dans les milieux japonais influents, on n'a pas d'informations quant à la possibilité d'une action de la part du Japon, en vue de la débâcle russe, mais il est certain que les événements récents n'ont pas échappé à l'attention du Japon.

M. Carp demande l'abdication du roi de Roumanie

BERNE, 27 février. — Les journaux allemands publient un communiqué envoyé de Bucarest, disant que le « ministre de l'Intérieur » a adressé la note suivante aux négociateurs roumains :

« M. Pierre Carp vous prie de bien vouloir représenter respectueusement au roi que, suivant son opinion, même si le roi signait la paix avec les puissances centrales, sa présence sur le trône de Roumanie pourrait provoquer une série d'ébranlements qui rendraient impossible le maintien de la dynastie et créeraient de sérieuses difficultés pour la question des blessures causées par une politique fatale et fautive. »

Les Roumains de Paris protestent contre les négociations de paix

Un appel au roi et au gouvernement roumains vient d'être adressé par 62 anciens ministres, parlementaires, professeurs d'université et publicistes roumains actuellement à Paris, pour protester contre les négociations de paix.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

L'affaire Caillaux

Le capitaine Bouchardon a, hier après-midi, reçu de 2 heures à 7 heures M. Joseph Caillaux, lequel paraissait remis de son indisposition.

Ce nouvel interrogatoire a porté, croyons-nous, sur les documents saisis au cours des dernières perquisitions.

L'affaire du « Bonnet Rouge »

Le lieutenant Bondoux avait, hier, mandé à son cabinet Landau, Goldski et Marion.

Le magistrat instructeur a notifié aux prévenus qu'ils étaient l'objet d'une nouvelle inculpation ajoutée à celle d'intelligences avec l'ennemi, et qui est celle de commerce avec l'ennemi.

Une lettre de M. Charles Humbert

A la suite de la publication des conclusions du rapport déposé par l'attorney général de l'Etat de New-York, M. Charles Humbert a adressé au lieutenant Bondoux une longue lettre dans laquelle il lui demande à être interrogé le plus tôt possible au sujet de ses comptes en Amérique. M. Charles Humbert rappelle que les 170.000 dollars sont il est paré dans le télégramme de New-York représentant le versement Bolo, opéré en vertu du contrat du 30 janvier 1916, par virement de la Banque du Canada sur son compte personnel à la Banque Morgan.

Ce compte personnel était nécessaire par des achats éventuels de papier en Amérique. La situation de M. Charles Humbert était d'ailleurs identique vis-à-vis de la Banque de Norvège où, pour le même objet, il avait fait ouvrir un autre compte.

Mais ni ici ni là, affirme M. Charles Humbert, il n'y eut à son compte un centime qui ne provint de sa fortune et de la fortune des siens. Un expert à désigner l'établira sans peine.

DES AVIONS ANGLAIS ONT BOMBARDÉ TRÈVES

Des éclatements ont été constatés sur les casernes et la gare.

OFFICIEL BRITANNIQUE, 22 heures. — Le temps a été beau hier, mais le violent vent d'ouest a grandement favorisé dans le combat les avions ennemis. Nos pilotes, qui ont effectué plusieurs reconnaissances et pris de nombreux clichés des aérodromes et voies ferrées de la zone arrière de l'ennemi, ont, en outre, rapporté des vues de ses lignes de tranchées. Nos appareils d'artillerie, qui ont été actifs tout le jour, ont pu, grâce à la bonne visibilité, obtenir d'excellents résultats.

Quatre tonnes de projectiles ont été jetées sur les importantes voies de garage de Courtrai, le nord de voies ferrées situées à mi-chemin entre Douai et Valenciennes, sur deux champs d'aviation au nord de Douai, ainsi que sur des cantonnements.

La halle aérienne s'est poursuivie avec intensité. De nombreux engagements se sont produits entre les éclaireurs ennemis et nos appareils de reconnaissance, de bombardement et de combat. Un avion allemand a été contraint d'atterrir dans nos lignes par un de nos éclaireurs, douze autres ont été abattus et un quatorzième est tombé désarmé ; un quinzième appareil ennemi a été détruit par nos canons spéciaux. Huit des nôtres ne sont pas rentrés.

Nous avons jeté, dans la nuit du 26 au 27, plus d'une demi-tonne d'explosifs sur les casernes et la gare de Trèves. Quatre éclatements ont été constatés sur les fourneaux de l'usine à gaz et huit à la gare.

Dans la même nuit, près d'une tonne et demie de projectiles a été jetée sur le champ d'aviation de la région de Metz et des éclatements ont été constatés dans les hangars et baraques. Un avion ennemi, rencontré à proximité de l'aérodrome, a été abattu.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes, en dépit de la violence du tir des canons spéciaux et mitrailleurs ennemis.

L'écoulement des stocks

M. Victor Boret, ministre du Ravitaillement, a reçu hier une délégation du groupe des députés de Paris qui venait lui demander d'accorder aux épiciers et aux confiseurs un délai d'un mois pour l'écoulement de leurs stocks de denrées en magasin.

Le ministre a déclaré qu'il ne pouvait rien changer au décret interdisant la vente des pâtisseries, confiseries et sucreries, interdiction en vigueur depuis le 24 février courant.

Communiqués

L'assemblée générale de l'Association pour l'entraînement volontaire des Français au service de la patrie a eu lieu à l'Ecole normale supérieure, dans la salle des Actes, sous la présidence de Mme Emile Boutoux. M. Dubois y représentait la présidence du Conseil. Les résultats obtenus par l'Association intéressent plus de 15.000 enrôlés. Près de 1.500 femmes et jeunes filles ont participé aux divers examens après les cours d'enseignement gratuits.

Bourse de Paris, 27 Février 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
0/0 (sur tréas.)	87 85	87 85	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 (sur tréas.)	87 85	87 85	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	71 30	71 10	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	351
0/0 amort.	57 50	57 50	100 lib. (anc. 1890)	348	

